

Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir,
93 108 Montreuil. Tél : 808.00.80 à 84. Telex :
PRENO A 211.628 F.

Edité par la SPN (Société de presse nouvelle)
Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la commission paritaire : 46 722.

Imprimé par Rotographie à Montreuil.
Ficcobono (pour le Sud-Est).
Midifax-Toulouse (pour le Sud-Ouest).

• Belgique : 18 FB • Suède : 2,25 KR
• Luxembourg : 15 Fl • Italie : 350 L • Grèce :
20 DR • Suisse : 1 FS • Portugal : 15 Esc
• Algérie : 1,60 Dinar • Maroc : 2,10 Diram.

rouge

quotidien communiste révolutionnaire

1F 80

**Le service militaire
à six mois :
pourquoi faire ?**

LIRE EN PAGE 3

Conseil des Ministres autour du «pacte national pour l'emploi»

BARRE-ATTEINT AU SOMMET

Depuis bientôt trois mois, une campagne de grande ampleur a été développée par le gouvernement et le patronat autour du «pacte national pour l'emploi des jeunes», l'un des fleurons du plan Barre bis.

Aujourd'hui, Beullac, ministre du Travail, a dressé un premier «bilan» de la mise en place de ce dispositif, devant le Conseil des ministres. Si l'opération «emploi des jeunes» dans son ensemble est une tentative grossière pour masquer la réalité du chômage des jeunes (aux quatre cents mille chômeurs de moins de 25 ans inscrits actuellement, devraient s'ajouter les six cent cinquante à sept cents mille jeunes qui viennent de terminer leurs études), ce premier bilan, lui, est un écran de fumée pour masquer l'échec (prévisible) de l'opération.

Les «principales mesures» du «dispositif

étaient la prise en charge pendant un an de la part patronale des cotisations sociales par l'Etat, pour toute «embauche» d'un jeune de 16 à 25 ans (qu'il s'agisse d'un stage, d'un apprentissage, d'un contrat de formation), la création de «stages pratiques» en entreprise, rémunéré par l'Etat (410 F par mois pour les jeunes de 16 à 18 ans et 90 % du SMIC de 18 à 25 ans), comprenant une période de formation de cinq semaines sur huit mois de travail; l'extension du contrat «emploi-formation» créé en juin 1975 à titre provisoire (les heures de formation sont payées par l'Etat à des taux variables selon la durée du contrat), plus vingt mille vacataires dans la Fonction publique.

D'après Barre-Beullac et le CNPF (partie prenante de l'opération et qui a mis en place dans chaque département un délégué des entreprises pour l'emploi). Le

«pacte national» devait permettre de fournir 300 000 emplois pour les jeunes dès la rentrée.

Il était facile de deviner qu'en réalité l'objectif était de dégonfler artificiellement les statistiques officielles du chômage des jeunes : toutes ces mesures en effet sont provisoires (date limite... juin 1978 !) et ne comportent aucune obligation d'embauche définitive. La CFDT et la CGT l'ont récemment souligné.

Pourtant, cette opération-bidon semble faire chou blanc : non seulement Beullac n'atteindra pas les 300 000 emplois annoncés comme supplémentaires, mais les entreprises vont moins embaucher qu'en 1976 (les stages pratiques en entreprise serviront à masquer cette réalité). Quant aux entreprises comme le groupe PUK (qui propose 3 500 emplois), Peugeot (1 800), IBM (1 000), Saint-Gobain et Creusot-

Loire qui sont cités en exemple dans les rapports de Beullac, elles ne font que profiter de la mesure gouvernementale pour des embauches programmées de toutes façons et correspondant à la rotation habituelle du personnel, ou au développement structurel de leurs activités.

Ces emplois correspondent donc à ce qu'on appelle le courant habituel d'embauches et non à des créations d'emplois.

Au bout du compte, le seul résultat de l'opération, comme le souligne la CGT dans un dossier publié lundi, c'est une petite rotation des chômeurs entre les plus jeunes et les moins jeunes. On comprend que dans ces conditions Beullac et Barre refusent d'organiser un débat télévisé avec les représentants de la CGT et de la CFDT, et préfèrent visiter Tours et les châteaux de la Loire.

Antoine Charbonnier



Malville :
le soutien aux douze inculpés de Bourgoin se prépare activement

• Les résultats officiels de l'autopsie confirment que Vital Michalon a bien été tué par une grenade offensive

Lire pages 2 et 3

Naussac :
la police sur le pied de guerre

La mobilisation contre le barrage de Naussac atteint son ultime phase. Mardi soir, à la radio, Bonnet a déclaré qu'il avait transmis à Henry, préfet de Lozère, les mêmes ordres qu'à Jannin, préfet de l'Isère.

Les forces de l'ordre bloqueront donc les accès au site de construction du barrage dès vendredi soir. Les organisateurs de la manifestation du week-end prochain ont néanmoins réaffirmé à plusieurs reprises que leur démonstration était pacifique. Nous avons demandé à l'un d'eux, Bernard Bandon, responsable du Comité de défense de la vallée de Naussac, de nous préciser le caractère de la marche.

Lire page 3

Polémique PC-PS sur la Défense nationale

Carter, président des Etats-Unis, demande la levée de toutes sanctions fédérales à l'égard des détenteurs de moins d'une once (29 grammes) de marijuana. Mais le commerce resterait «un sérieux délit criminel». En France, il tomberait sous le coup de la loi, comme libération actuellement poursuivie pour ses articles sur la drogue.

Serait-ce un nouveau «complot» de l'impérialisme contre la santé de notre jeunesse? Réponse dans l'Humanité le journal qui sait déjouer les provocations.

C'est plus simplement un réajustement institutionnel dans une société où ce plaisir-là est maintenant passé dans les mœurs. Serons-nous les derniers à le voir?

D. F.

40 jours de deuil national pour Makarios



Photo Gamma.

Qui était Makarios? Chef religieux, c'est d'abord à ce titre qu'il entreprend, dès 1950, la lutte pour l'indépendance. La Grande-Bretagne, elle, ne veut rien lâcher. La tension monte. Le peuple chypriote ne supporte plus le paternalisme des Britanniques. Lawrence Durrell eut l'occasion d'en faire la courte mais amère expérience (Citrons acides, coll. poche).

Makarios, lui, a pu se rendre compte, dès 1950, de la volonté d'indépendance manifestée dans l'île au cours d'un référendum non officiel. 97 % des votants se prononcent pour le départ des Britanniques!

Sitôt rendue publique, l'annonce de la mort de Makarios, hier matin, attirait une foule nombreuse devant sa résidence. Le Conseil des ministres, qui y tenait une réunion extraordinaire, a décrété un deuil officiel de quarante jours. Les drapeaux

seront mis en berne durant cette période, les établissements publics et les magasins fermeront pendant trois jours. L'actuel président de la Chambre, Spyros Kyprianou, assurera l'intérim jusqu'en février 1978, date des prochaines élections présidentielles.

Un personnage encombrant

Après cinq années d'im-passe et de filouterie diplomatique, Chypre prend le chemin de la lutte armée. Le 31 mars 1955, c'est une organisation nationaliste d'extrême droite, l'EOKA, qui ouvre les hostilités. A composition majoritairement étudiante, l'EOKA est rapidement concurrencée par des groupes d'obédience socialiste sous la direction de Lysaridis, aujourd'hui dirigeant de l'EDEK (socialiste). Les maquisards communistes et socialistes furent les principaux artisans de la victoire de Makarios.

Ce dernier mis en avant par l'ensemble des mouvements comme «représentant authentique des aspirations du peuple chypriote» jouera l'ambiguïté pour assurer son rôle d'interlocuteur international. 1955, c'est l'année de la Conférence des non alignés à Bandoung. Makarios y sera aux côtés de Nasser et Sukarno, pour y éterniser son costume de Bonaparte.

Devant l'ampleur du conflit armé et dans l'espoir de damner le pion aux Britanniques

en installant des bases de l'OTAN sur l'île, les Américains font pression sur Londres pour l'ouverture de négociations avec Makarios. Les Britanniques qui avaient déjà dû reculer en relâchant ce dernier au bout de treize mois de détention aux îles Sécheylles finissent par accepter une rencontre en 1959, à Zurich, puis à Londres où sera signé l'accord final d'indépendance.

Mais ils ne sont pas venus seuls. La Turquie, qui pourtant depuis 1878 avait abandonné tous ses droits sur l'île est derrière la table des négociations. Son représentant réclame des «garanties» pour la minorité turque, laissant à Londres une part de l'arbitrage. Le compromis institutionnel qui va en résulter rend le nouvel Etat ingouvernable et provoquera en 1963 une première crise. Ce ne sera pas la dernière.

Jusqu'à la crise de l'été 1974 et le partage de Chypre en deux zones, après l'invasion militaire turque, le pouvoir de Makarios a pu montrer

les signes d'une certaine stabilité. Ayant éliminé la fraction nationaliste d'extrême droite (l'EOKA du triste colonel Grivas, réputé pour ses exactions anticommunistes en Grèce à la Libération), il va principalement gouverner avec l'appui du PC chypriote, qui lui fera cadeau de plusieurs députés lors des élections législatives.

Pour les Etats-Unis, puis pour les colonels grecs à partir de 1967, c'est un personnage encombrant. Peu à peu, ces derniers vont tenter une mise au pas qui atteindra son point culminant avec le départ «pour raisons de santé» de son ministre des Affaires étrangères en 1972. Il faut croire pourtant que le vieux Makarios ne s'était pas «assagi» assez puisqu'il faillit y laisser la peau en 1974. En fait, les colonels espéraient réaliser une opération politique pour tenter de résoudre leurs propres difficultés internes. Ils se sont trompés. Mais Makarios ne s'en est jamais vraiment relevé.

T. Nikos

Rassemblement vendredi à Paris

Contre l'assassinat de Vital Michalon, contre les violences policières perpétrées à Malville, pour la levée immédiate de toutes les inculpations, rassemblement, vendredi 5 août, à 18 h, Place Raoul-Dautry (en face de la gare Montparnasse).

Ce rassemblement est organisé par la coordination des comités Malville

Les pétitions de soutien seront collectées pour être transmises à Bourgoin. La LCR, le PSU, l'OCT, les CCA et l'UCTL soutiennent déjà cet appel.

Après Malville

Le soutien aux 12 de Bourgoin s'organise

Le mouvement de Creys-Malville, loin de se tasser après les violents incidents de la semaine dernière et l'attaque de presse en règle dont il a été l'objet, prépare son second souffle. Dans la région située entre Grenoble et Lyon, de multiples initiatives se préparent, qui culmineront samedi, jour du procès des douze militants antinucléaires.

Une manifestation est appelée devant le tribunal de Bourgoin où seront présentés en flagrants délits les douze inculpés

arrêtés dimanche dernier. Les informations que nous possédons donnent à penser qu'il y aura plusieurs milliers de personnes présentes. La manifestation est appelée par le comité Malville de Grenoble, mais également par différents comités de la région. Les syndicats CFDT du département du Rhône (santé, impôts, trésor, douanes, INSEE, interco, Caisses d'épargne) qui avaient appelé à la manifestation de Malville, appellent également à celle de Bourgoin.

Lettre ouverte de Michel Grandjean, amputé après Malville A TOUT PRIX

« Il me faut affirmer que je suis radicalement, fondamentalement, opposé à la construction du surrégénérateur et à la politique du « tout nucléaire ». Néanmoins, je savais qu'il était impossible de prendre d'assaut le site, je ne suis donc pas allé à Malville dans le but (l'espoir) d'attaquer ni la centrale ni les forces de l'ordre. Non violent par réalisme et non par principe, j'étais donc favorable à un rassemblement pacifique pour autant qu'on nous laissait nous rassembler pacifiquement. J'étais donc très heureux de constater le grand nombre de manifestants, heureux de ces 60 000 personnes, heureux aussi du grand nombre d'étrangers.

« Seulement voilà, Jannin avait décidé qu'à tout prix, on ne se rassemblerait pas, on ne passerait pas. Voilà pourquoi, bien que n'ayant cherché à aucun moment l'affrontement avec les forces de l'ordre, je me suis vite rendu compte que l'expression de Jannin incluait toutes les formes de répression, meurtre compris.

« Voilà pourquoi il nous a laissé pénétrer dans le périmètre interdit, là où il avait décidé.

« Voilà pourquoi, une fois que la manifestation s'est trouvée engluée dans ce guet-apens, il a donné l'ordre d'utiliser, comme cela n'avait jamais été fait auparavant, des grenades offensives.

« En ce qui me concerne, j'étais assis dans un champ de pommes de terre, sonné, le souffle coupé par les gaz. Quand par dessus le bosquet derrière lequel je me trouvais, tirée au mousqueton à longue distance, une pluie de grenades offensives s'est abattue. L'une d'entre elles est tombée à mes pieds, je n'ai pas eu le temps de me relever, qu'elle explosait et qu'elle me déchiquetait la jambe droite (...).

« J'accuse Jannin d'avoir voulu tuer, d'avoir tué. En donnant l'ordre d'une telle utilisation des grenades offensives, il savait que, lorsque l'on donne l'ordre de tirer, la conséquence en serait la mort et la mutilation des manifestants.

« Il faut rappeler que les grenades offensives sont

des armes militaires, qu'elles provoquent en explosant un cratère de un mètre de diamètre et que ce sont elles qui ont tué Vital Michalon, qui ont arraché le bras de mon nouvel ami allemand et qui m'ont déchiqueté la jambe. Il y a quelque chose d'acceptable.

« J'en appelle à tous ceux pour qui le mot « vie » a un sens, à tous les manifestants de Malville pour imposer l'interdiction de ces grenades offensives et pour réclamer l'inculpation du préfet Jannin. Non pas qu'il y ait de bonnes ou de mauvaises armes de répression, mais il y a manifestement une escalade. Ce qui, hier, était bavure, devient aujourd'hui presque pratique systématique. La barbarie devient une méthode anodine et acquise. Des moyens de guerre ouverts sont utilisés sans qu'aucune nécessité de sécurité ou de défense pour les forces de l'ordre puissent les légitimer. C'est ainsi que l'interne de service qui a rempli ma fiche à mon arrivée à l'hôpital a eu l'ironie macabre d'inscrire sur celle-ci, entourée d'un cercle : « C'est la guerre ! » Son humour méchant de carabin avait malgré tout touché juste : Malville, c'était la guerre contre 60 000 personnes et de manière réelle.

« Ni bavure ni panique ne peuvent expliquer l'attitude du préfet Jannin ni celle de ses supérieurs. On ne tue pas dans ces conditions par hasard ou pour rien. S'ils ont osé, c'est qu'il y avait préméditation.

« Mais il n'y a qu'eux pour croire qu'on peut effacer une révolte, tirer un trait sur un mouvement comme celui-ci avec de tels procédés. Si je fais cette lettre aujourd'hui, si je lance cet appel, c'est donc moins pour moi (je ne retrouverai pas ma jambe) que parce que je sais qu'il y aura d'autres marches, d'autres manifestations. Si massivement nous ne réagissons pas contre de tels moyens, ils seront considérés comme « acquis ». Et il y aura d'autres morts, d'autres mutilations. Et plus tard encore, d'autres limites franchies, insensiblement, vers un état de guerre permanent contre ceux qui veulent pouvoir dire non. »

Albert Michel Grandjean

Le second souffle

Un peu partout, se sont mis en place des comités contre la répression. Bon nombre d'entre eux organiseront des délégations le jour du procès.

Ce dernier est préparé par un collectif d'avocats du barreau de Lyon, en contact avec des confrères marseillais, grenoblois et allemands. Le collectif demande à tous les témoins de se faire connaître auprès de M^e Bernard Rippert, 9, place Saint-Bruno, à Grenoble (tél. : (76) 21.62.11.). Contacter également M^e Coste à Lyon (tél. : (78) 58.42.91.).

À Grenoble, sont apparus des bombages et des affiches demandant la démission du préfet Jannin et lui accolant quelques épithètes peu aimables. Quatre personnes étaient, hier soir, encore gardées à vue à l'hôtel de police de la ville pour avoir collé de semblables affiches ou bombé des « inscriptions injurieuses ». Une cinquième personne, dans la voiture de laquelle la police a trouvé un pot de colle, a également été interpellée, hier dans la matinée. Elle était encore maintenue en garde à vue hier soir. Dans l'après-midi, une délégation du comité Malville de Grenoble s'était

rendue à l'hôtel de police pour demander des nouvelles des militants arrêtés.

À Lyon, les réunions se sont poursuivies hier, dans la soirée, pour décider de la marche à suivre dans les prochains jours. Des initiatives sont envisagées le jour des obsèques de Vital Michalon, ainsi que le jour du procès des douze.

Comité de soutien à Strasbourg

Le comité de soutien strasbourgeois aux inculpés de Malville organise, jeudi 4 août, de 13 h 30 à 18 h, une réunion de soutien et la signature de pétitions en faveur des emprisonnés.

● La réunion se tient à la Librairie-Bazar-coopérative, 1, rue des Veaux, à Strasbourg.

« Stade églantine » contre « Serpent des luttes »

La BA 942 de Lyon-Mont%Verdun est située à dix kilomètres au nord de Lyon. Le mercredi 26 juillet, l'ordre suivant tombe au rapport : « Pas de permission, tous bloqués ce week-end. » Aucune explication n'est donnée dans un premier temps, mais on apprend bien vite que tous les sous-officiers sont mobilisés pour une opération dénommée « stade églantine », puis ce sont les maîtres-chiens, les groupes de protection de la base, soixante « commandos ». Soixante-dix gardes mobiles sont hébergés dans un fort annexe. Jeudi 27, tout le monde est sur le pied de guerre. Mais que se passe-t-il ? La guerre ? La révolution ? Seulement le reste de la marche internationale antinucléaire pour la démilitarisation, venant de Strasbourg et se dirigeant vers Malville...

Le code pour la manifestation est : « Serpent des luttes ».

On a armé tous les sous-officiers de manches de pioche avec la consigne de ne pas trop cogner. Les « mobiles » étant là pour ça... Manque plus que la manifestation ! Pourtant, l'hélicoptère Puma, les guetteurs, la gendarmerie, les indicateurs de la SM l'avaient repérée à huit kilomètres de là ! D'ailleurs on ne la verra jamais, au grand dam de la hiérarchie.

La « bande à Baader » s'était volatilisée... comme les permissions d'ailleurs !

Correspondant

COURRIER DE MALVILLE

Le déroulement de la manifestation de Creys-Malville a suscité de nombreuses interrogations parmi nos lecteurs. Nous publions aujourd'hui deux lettres qui peuvent être l'occasion d'engager un débat plus

profond sur le problème de l'énergie nucléaire, des formes de lutte à adopter, de la violence des manifestations antinucléaires et de nombreuses autres questions...

Parce que la violence exercée n'a pas été organisée

« A la suite des événements de Malville, quelles conclusions devons nous tirer ?

— que le pouvoir tient fermement au nucléaire ;

— que les flics seraient allés jusqu'à tirer sur les manifestants ;

— que les organisateurs de la manifestation ont été débordés ;

— que l'écho sur la population escompté n'est pas positif.

« Au total, un mort et une centaine de blessés, pourquoi ?

« Parce que d'abord, les flics ont chargé avec une rare violence mais ensuite parce que tous les organisateurs, y compris la Ligue, annonçaient une manifestation pacifique. Or, tout le monde savait très bien que c'était inacceptable : parce qu'il y aurait des milliers d'organisés, parce qu'en face, on était résolu à empêcher toute démonstration de force, par ce que les organisateurs ont maintenu cette marche pacifique alors que le pouvoir interdisait la marche sur le site.

« Il y a eu un mort et des blessés parce que la violence exercée n'a pas été organisée.

« (...) Tous les manifestants auraient dû être préparés, sinon armés, pour pouvoir résister face aux flics. Il y a eu ce dimanche, beaucoup de perte pour pas grand chose. Le site n'a pu être pénétré. Les manifestants se sont fait cogner à bon compte sans pouvoir valablement riposter.

« (...) Il aurait fallu se donner les moyens d'entrer sur le site en forçant les barrages de flics, en organisant militairement de multiples petits groupes de manifestants, en élaborant une certaine stratégie militaire. Il faudra en passer par là si on veut arriver dorénavant à des vic-

toires. Le pouvoir a bien senti que le pouvoir était en train de lui échapper, et il multiplie les attaques et abat ses dernières cartes qui réussiront si la riposte n'est pas à la hauteur de ses actes criminels.

« La révolution ne se fera pas avec des déclarations tonitrueuses, mais bien, avec le prolétariat en armes. Il y a un choix à faire, où l'on passe du côté des non violents, où l'on applique la violence



révolutionnaire seule capable de faire céder le pouvoir capitaliste.

« Je ne suis pas allé à Malville pour toutes ces raisons, et je n'irai pas à Naussac et au Larzac, si les positions de la Ligue et des organisateurs de ces mobilisations ne changent pas.

« (...) Ni le PS, le PC, la CGT ou la CFDT ne participaient en tant qu'organisations à Malville : on n'avait aucune raison, face au déploiement de forces et à la provocation, de rester désarmés. »

Un sympathisant d'Aubagne

Le catastrophisme anti-progrès

« Rouge n'est pas le journal des anti-nucléaires. Les marxistes révolutionnaires sont contre le programme nucléaire du capital parce que, aujourd'hui en crise, il est contraint de recourir coûte que coûte, à cette forme d'énergie, les choix ayant été faits dans une perspective militaire.

« Nous sommes contre le programme nucléaire du capital, mais devons-nous suivre le catastrophisme des écologistes en reprenant des mots d'ordre tels que « civil ou militaire, on ne veut pas du nucléaire » ou « société nucléaire, société policière ». Ce catastrophisme conduit à des actions désespérées de petites minorités qui veulent arrêter le programme nucléaire avec leurs seules forces en se coupant de la population et singulièrement du mouvement ouvrier.

« Dénoncer les responsabilités des directions du PC et du PS ne suffit pas. Il faut tirer les conséquences de l'isolement du mouvement antinucléaire, y opérer les



diverges sur les questions du catastrophisme anti-progrès et des formes de lutte. A part un communiqué du bureau politique, la voix de la LCR était bien faible dans Rouge des 1^{er} et 2 août. Il faudra, sans craindre d'être minoritaire dans le mouvement de masse, prendre position face aux écologistes, au PC, au PS mais aussi aux boute-feu de l'UTCL et des CCA et aux irresponsables de l'OCT qui appellent déjà la gauche populaire à remettre ça au Larzac.

« Seule une position claire peut permettre à Rouge de prendre place dans le débat qui ne va pas manquer d'agiter le mouvement antinucléaire. »

D. L.

Les résultats officiels de l'autopsie le confirment

Vital Michalon a bien été tué par une grenade offensive

« M. le juge d'instruction chargé de l'information ouverte pour recherche des causes de la mort de M. Vital Michalon a désigné MM. les professeurs David et Catrix, de l'Institut de médecine légale de Lyon, pour procéder à l'autopsie du corps et à tous examens utiles. Il résulte des conclusions définitives des experts que ce sujet n'a pas reçu de coups, le décès paraît imputable à des lésions pulmonaires du type de celles que l'on retrouve lors d'une explosion. »

Voici, sèchement annoncé, le texte du communiqué du procureur de la République, publié hier après-midi au parquet de Bourgoin. Les services gouvernementaux et la presse, qui emboîtait allègrement ses pas, se sont, depuis dimanche, gargarisés avec les prétendues hordes anarchistes qui auraient semé la

violence lors du rassemblement de Creys-Malville. Aujourd'hui, la vérité éclate : la violence hystérique prônée par le préfet de l'Isère, le sinistre Jannin, a abouti au meurtre de Vital Michalon.

Les grenades utilisées à Malville, dont l'effet de souffle, selon l'autopsie, est susceptible d'avoir provoqué la mort par lésions pulmonaires, sont des grenades offensives modèle 1937. Ce type de grenade, dont les effets sont pourtant moins dangereux que ceux de la grenade défensive, est utilisé fréquemment par les forces de l'ordre à l'occasion de manifestations « violentes ». Ce genre de grenade se lance uniquement à la main. Elle est composée de deux calottes serties en aluminium, contenant quatre-vingt-dix grammes de TNT. Elle est chapeautée par un bouchon d'allumage com-

mandé par une cuillère. Quand celle-ci est tirée, un laps de temps de quatre à sept secondes s'écoule avant l'explosion. L'effet de souffle est alors ressenti dans un rayon de dix mètres.

Vital Michalon a dû se trouver assez proche du point de l'explosion d'une telle grenade et l'effet du souffle a été d'autant plus fort, entraînant des lésions pulmonaires, c'est-à-dire des ruptures brutales des capillaires et des alvéoles pulmonaires.

Les grenades offensives ont été utilisées à Malville sur ordre du préfet Jannin. Dans le Monde d'hier, il estime qu'il n'a rien à se reprocher : « C'était la seule façon de tenir les manifestants violents à distance », explique-t-il. Faut-il une épaisse couche de cynisme pour affirmer encore, alors que le tissu de provocations policières qu'il a nouées se révèle jour après jour que la responsabilité des affrontements, donc de la mort de Vital Michalon, incombe aux manifestants. Jannin a tué par gendarme mobile interposé. Il le revendique. Cet homme est dangereux : il doit démissionner.

Occupation des locaux d'EDF à Morlaix

« Le collectif réunissant les Morlaisiens ayant participé à la manifestation de Creys-Malville occupe depuis ce matin, 3 août, les locaux de l'EDF à Morlaix. Il souligne la responsabilité de l'EDF dans la mort d'un manifestant et dans les incidents.

« Le collectif se déclare solidaire des inculpés et proteste contre cette loi — anticonstitutionnelle — anticasseurs qui permet de juger en flagrant délit.

« Il est aussi solidaire des habitants de Faverges, dont la commune a été déclarée zone interdite et choisie sciemment par le gouvernement comme terrain de bataille. La preuve est faite maintenant que de tels actes peuvent

se produire à tout moment pour n'importe quelle raison.

« Le collectif réclame la libération immédiate des inculpés, le renvoi du préfet Jannin tristement célèbre en Bretagne pour ses interventions contre les grévistes du Joint français et de Big-Duschmann et l'arrêt immédiat des travaux du Super-Phénix.

« Quiconque se réfère à la plus élémentaire démocratie ne peut cautionner une société nucléaire apparue clairement depuis le 31 juillet comme une société policière.

« Halte à la répression policière !

« Halte à la société nucléaire ! »

Le collectif de Morlaix

REACTIONS

UD CFDT ISERE

L'UD CFDT de l'Isère dénonce l'attitude provocatrice du préfet de l'Isère et du gouvernement qui entretenaient depuis plusieurs jours un climat de tension, incitant les provocateurs de toutes sortes à venir sur les lieux s'affronter aux forces de police.

(...) Cette attitude des pouvoirs publics, jointe à leurs propos xénophobes et « antijeunes », augure mal du climat policier qui entoure les installations nucléaires.

(...) Les propositions de la CFDT, exprimées à Morestel le 30 juillet, sont des réponses claires et concrètes à la situation présente : notamment arrêt de Super-Phénix, suspension des autres travaux pour trois ans, avec un débat démocratique et national sur le nucléaire.

(...) De nouvelles initiatives seront prises à la rentrée, pour favoriser une large unité des travailleurs sur la base de nos propositions.

• LMR

Suite à la manifestation de Malville, la Ligue marxiste révolutionnaire, section suisse de la IV^e Internationale, communique : Plus de 50 000 personnes ont tenu à manifester leur opposition résolue à la construction de Super-Phénix. Cela constitue un indiscutable succès pour la lutte antinucléaire.

D'après nous, la cause première de la violence réside dans la volonté des gouvernements occidentaux — y compris la Suisse, à Gösgen par exemple — d'imposer par tous les moyens les dangers des centrales nucléaires à des populations, qui ont exprimé leur refus à de nombreuses reprises, y compris par la voix de leurs élus locaux et régionaux.

Nous dénonçons la scandaleuse campagne chauvine anti-allemande, menée par les autorités et reprise par une partie de la presse, alors que les pollutions radio-actives ne se préoccupent guère des frontières.

Nous exigeons en conséquence la libération de tous les inculpés, la le-

vue de l'interdiction de séjour contre Chaim Nissim, et une enquête sur la responsabilité des forces de répression dans la mort d'un manifestant et les graves blessures de plusieurs autres.

2 août 1977.

Bureau politique de la LCR.

• CONFEDERATION SYNDICALE DU CADRE DE VIE DU RHONE

Le succès du grand rassemblement de Creys-Malville confirme la volonté des citoyens, de décider de la finalité et des moyens techniques qu'on leur propose, face au problème de l'énergie.

La Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV), largement représentée à cette imposante manifestation, regrette l'absence des organisations syndicales ouvrières (de la production) ainsi que la plupart des partis politiques de gauche, et en particulier ceux se réclamant de l'autogestion.

La confédération syndicale du cadre de vie, rappelle ses positions prises en 1975 condamnant l'ensemble de la politique énergétique du pouvoir en place, et demandant l'arrêt du programme EDF d'implantation massive de centrales nucléaires ainsi qu'un moratoire nucléaire de 5 ans.

Lyon le 1^{er} Août 1977



Entretien avec Bernard Bandon, responsable du comité de défense de la vallée de Naussac

NOTRE MARCHÉ EST NON-VIOLENTE

• Pourquoi cette deuxième marche sur Naussac, après celle de l'an dernier qui avait déjà rassemblé 5 000 personnes ?

— L'an dernier, la manifestation du mois d'août avait donné un écho national à notre lutte. Nous protestions alors contre le projet de construction du barrage. Cette année, nous exigeons l'arrêt des travaux qui ont commencé cet hiver. Nous voulons également en profiter pour imposer un débat national sur le problème de l'eau, en particulier dans l'aménagement rural.

• Quel sera le caractère de cette marche ?

— Pacifique et non violente. Les marcheurs seront rassemblés en face du site sur un terrain privé qui n'appartient pas à la Somival (1). La manifestation se déroulera ensuite vers le village de Naussac. Il ne s'agit pas d'occuper le site, ni de pénétrer sur les terrains de la Somival. S'il y a

des violences, elles ne seront pas de notre fait.

• Le préfet menace depuis plusieurs semaines. Qu'en est-il exactement aujourd'hui ?

— Depuis hier, l'affaire s'est précisée. Le préfet de la Lozère, Henry, m'a téléphoné pour me dire qu'il mettrait « tout en œuvre » pour « éviter » la violence. Il y aura une zone délimitée par les gendarmes qui bloqueront l'entrée du site du barrage. Il m'a confirmé également les propos du ministre Bonnet, mardi soir, à la radio. Celui-ci a déclaré, en effet, que le préfet de la Lozère avait reçu les mêmes ordres que son collègue Jannin de l'Isère pour Malville. Je lui ai répondu que s'il y avait des provocations, elles ne seraient pas de notre fait, la démonstration que nous faisons ayant un caractère pacifique. Il a rattrapé. Tu vois, cela commence bien ici !

(1) Société d'économie mixte, chargée des travaux.

ARMÉE

LE SERVICE A SIX MOIS: POURQUOI FAIRE ?

Les récentes déclarations de Louis Baillot, responsable de la commission défense nationale du PCF, relancent le débat sur la durée du service militaire. Les militants des JC qui militent par endroits dans les comités de soldats ne manqueront pas d'être interpellés par leurs camarades sur les

récentes positions de Louis Baillot. Quelle est la nature de la revendication du service à six mois ? Comment lutter contre le projet d'une armée de métier qui trotte dans la tête de nombre de généraux ?

Une revendication non technique mais politique

La revendication d'un service de six mois est aujourd'hui largement reprise par les comités de soldats. Inscrite en 1972 dans le Programme commun, cette revendication risque fort d'en disparaître au terme de la réactualisation en cours.

Pour les organisations réformatrices, la modification éventuelle de la durée du service s'inscrit dans un projet de rationalisation de l'organisation de la Défense nationale. Dans ce cadre, la discussion sur la durée du service est purement technique : l'existence de la force de frappe relativise-t-elle la place des forces conventionnelles et le rôle de l'armée de conscription ? La réduction du service porterait-elle un nouveau coup à la qualité des forces conventionnelles qui restent essentielles dans une stratégie de dissuasion ? etc.

Nous savons que, pour le PCF, le retard des forces conventionnelles aujourd'hui, justifie tout : et le maintien de la force de frappe et un service militaire de douze mois. Ce seraient, selon Louis Baillot, les conditions préalables à un rééquilibrage progressif des moyens de la défense en faveur des forces conventionnelles.

Quant au PS, il reste pour l'instant muet, s'en tenant aux formulations vagues du Programme commun. Cependant, J.-P. Chevènement, pour le CERES, n'a cessé de défendre l'idée d'un service à six mois, dispensant une formation intensive. Cette idée est également reprise par certains cadres militaires supérieurs qui se plaignent du gaspillage de temps et de moyens dans « nos » armées et qui

cherchent la voie d'une pleine efficacité. Il faudrait donc maintenir la conscription pour associer le pays à sa défense, tout en professionnalisant les emplois qualifiés ou techniques et en dégageant un personnel civil pour les travaux d'entretien et d'intendance. Mais il faudrait également redonner un élan à la formation militaire des appelés actuellement, concentrée dans une période réduite.

Dans ce projet, la réduction du service national ne vise qu'à rentabiliser les moyens mis en œuvre pour la Défense nationale, mais elle ne touche en rien à la fonction des armées. Au contraire, elle vise à renforcer l'adhésion des appelés aux objectifs de la hiérarchie. Pris dans le « tourbillon d'une vie intensive », les appelés ne songeraient pas à autre chose qu'à suivre... Il s'agit à n'en pas douter, pour ces messieurs, d'éliminer les temps morts dans lesquels s'engouffrent la contestation et la grogne, de couper l'herbe sous le pied à la « subversion » en ne lui laissant pas le temps d'agir. Bref, de renforcer l'atomisation des appelés.

De telles préoccupations ne sont pas absentes des décisions d'un Yvon Bourges quand il promet à chaque appelé ses quatre-vingt-dix jours de manœuvres.

On comprend donc que la réduction du service à six mois n'est pas en soi une revendication juste. En effet, pourquoi pas trois mois ou deux, il est difficile de répondre de manière autre que technique. La revendication du service à six mois, c'est l'expression politique cristallisée d'un refus général de la jeunesse de perdre une année pour la défense d'un

« idéal » dans lequel elle ne se reconnaît plus, sans même apprendre réellement à se servir d'une arme. Cette revendication ne prend donc son sens que dans un programme d'ensemble. Pour la bourgeoisie, il s'agit d'une mesure de réforme dans un programme de gouvernement intégré au système. Pour les marxistes révolutionnaires, il s'agit d'un axe de lutte mobilisateur, qui, lié à d'autres revendications, met en cause concrètement la fonction d'embrigadement de l'armée.

En d'autres termes, le PC et le PS ne deviennent pas un peu plus réformatrices en s'appropriant à larguer la revendication de service à six mois ; pour eux, la durée du service n'est qu'une question technique subordonnée aux impératifs de la défense nationale. C'est en acceptant de gérer l'Etat bourgeois que le PC et le PS s'affirment comme partis réformatrices.

Et l'argument central du PCF quant au danger d'une armée de métier montre bien dans quel cadre il entend se placer d'ores et déjà : celui d'une lutte technicienne contre cette éventualité et non une lutte politique, passant par une mobilisation de ses militants, et, en premier lieu, des JC contre l'armée de guerre civile que ce soit au travers des comités de soldats (dans lesquels les JC participent parfois), d'organisations civiles de soutien ou dans les syndicats.

« Dans l'état actuel des choses »... donc la récente prise de position de Louis Baillot montre bien que pour le PCF les impératifs de la Défense nationale passent avant les revendications de la jeunesse. Mais est-ce bien nouveau ?

Patrick Mars

Quand le ministre de l'intérieur passe outre à une décision du Conseil d'Etat

Les colonies françaises baptisées TOM-DOM sont soumises. L'affaire Salima Adjani en est l'illustration. Le ministre de l'Intérieur, Christian Bonnet, refuse à Salima Adjani, de nationalité algérienne, le droit de rentrer en Guyanne où elle vivait depuis quatre ans. Malgré la demande d'autorisation de mariage avec son ami guyannais, elle a été victime d'un arrêté d'expulsion, le 29 janvier 1977, expulsion qui fut exécutée manu militari le 23 mars.

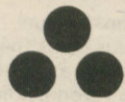
Elle fut déportée en Suisse, à Genève. Salima Adjani et son avocat parisien attaquent en conseil d'Etat la décision du préfet et du ministre de l'Intérieur. Elle obtint gain de cause le 6 juillet dernier. Salima entre alors à Paris pour rejoindre la Guyanne. Mais Christian Bonnet, s'estimant au-dessus des lois françaises, s'oppose au départ de Salima vers Cayenne.

Cette décision a suscité une importante émotion en Guyanne où le mouvement des femmes guyannaises impulse une importante campagne de solidarité. Déjà, aux mois d'avril et mai, le Groupe révolutionnaire socialiste (section antillaise de la IV^e Internationale) s'était fait l'écho aux Antilles de cette campagne et avait proposé aux organisations politiques et syndicales des Antilles de mener une campagne commune.

Avec l'entêtement de Bonnet, les réactions ne vont pas en rester là. L'indignation est grande parmi les Antillais et les Guyannais qui n'admettent pas que le gouvernement français organise l'installation de réfugiés anticommunistes cambodgiens en Guyanne, mais expulse Salima Adjani.

Mais il faut savoir que Salima Adjani est une militante anticolonialiste et membre du mouvement des femmes guyannaises. Son compagnon est dirigeant syndical en Guyanne. C'en était trop pour le pouvoir.

Gilbert



Le Parti socialiste a réagi, hier soir, aux propos de Georges Marchais, devant les caméras de TF 1, à midi. Le communiqué estime que « les propos du secrétaire général du Parti communiste n'apporteront pas les assurances souhaitées » à ceux qui s'interrogent sur la volonté du PC d'assurer la victoire de la gauche.

« Georges Marchais, ajoute le communiqué, a fait preuve à la télévision, d'une agressivité antisocialiste assez surprenante. Les problèmes qui se posent à gauche sont trop sérieux pour être traités sur ce ton. »

LA POLEMIQUE PC-PS SUR LA DEFENSE NATIONALE

Alors que les négociateurs de la réactualisation du Programme commun mettent la dernière main à la rédaction du texte final, hormis les chapitres « réservés » qui seront négociés lors d'un sommet de la gauche au mois de septembre, le débat sur la défense nationale rebondit avec deux déclarations contradictoires. L'une, celle de Georges Marchais,

Interviewé au journal de 13 h, hier, sur TF1, Georges Marchais a relancé le débat sur la défense nationale qui traverse aujourd'hui l'Union de la gauche. En déclarant que François Mitterrand avait « porté un coup à la gauche » par sa proposition de référendum sur le nucléaire, le secrétaire général du PCF a souligné que des divergences « profondes » subsistaient entre le PC et le PS.

Son argumentation tient en deux propositions. Premièrement, en votant pour le Programme commun, une majorité de Français doit choisir en connaissance de cause une politique qui soit « clairement définie ».

Emploi des jeunes LE BLUFF DE BARRE

Le Conseil des ministres était, hier, consacré à l'emploi des jeunes. Bien sûr, Beullac, le ministre du Travail, s'est montré satisfait des premiers résultats mais on pouvait s'y attendre. Et puis pour montrer qu'il est vraiment près des problèmes des chômeurs, il a fait le bilan de ses « contacts » dans les différentes ANPE. Il a trouvé les responsables du chômage en France : les personnes inscrites pour avoir une « couverture sociale », les « faux demandeurs d'emplois ».

Des mesures sont donc prévues pour dépister ces saboteurs de l'économie française, gageons que la chasse sera bonne et que bons nombres de ces « faux chômeurs » seront boutés hors des ANPE. La tactique gouvernementale est claire : rendre responsable du chômage une partie de la classe ouvrière, divisant ainsi les travailleurs. Le million aux immigrés en était un premier volet, le renforcement du contrôle en est le second, d'autres suivront.

Aujourd'hui, la majorité fait le forcing pour occuper le devant de la scène politique, les mesures touchant à l'emploi des jeunes lui permettent de mener une pré-campagne électorale et de monter en épingle un plan qui se révélera rapidement être un bluff.

A « Rouge », nous n'accordons aucune confiance dans les déclarations de Beullac, nous sommes donc allés voir sur place la réalité et, n'en déplaise au ministre du « Chômage », elle est tout autre que ce qu'il a vu au cours de ses « visites-cocktails ».

B.M.

En deux ans on m'a proposé une seule fois du travail

Une agence moyenne, un peu au dessus de la moyenne même, avec de la moquette, quelques plantes vertes ici et là, c'est l'ANPE de Paris V^e et XIII^e. Au pointage, c'est aujourd'hui le tour des 45/46 et des 47/48 (ces chiffres si poétiques indiquent la date de naissance des « pointeurs » du jour).

Deux files qui vont jusque dans la rue, sans trop de discussion, sans trop d'échanges, on est là, comme toutes les semaines à attendre son tour. Il y a un peu moins de monde que d'habitude. Il y a quelques temps, au pointage, les vitres ont cédé sous la poussée ! Aujourd'hui, c'est le personnel de l'ANPE qui craque ! « On est encore moins nombreux que d'habitude... » « Ben, vous n'avez qu'à nous embaucher ! Ça résoudra bien des problèmes », répond du tac au tac quelqu'un dans la file : « s'il n'y avait que nous ! »

De l'autre côté, rue Simonet, c'est l'agence proprement dite avec de grands panneaux bien vides : of-

fres d'emploi, libre service. On y jette un œil mais comme d'habitude, on n'y croit pas trop, enfin, on ne sait jamais... c'est là que je rencontre Philippe et Mina.

Il a 18 ans et part à l'armée bientôt mais ne se fait guère d'illusions : « De toute façon, le problème du boulot se reposera au retour ». Elle, à 32 ans, un gosse, bossait avant dans un journal philatélique qui a eu des problèmes financiers et son patron la payait avec des chèques sans provisions ! Elle est partie et s'est retrouvée sans emploi. Ça fait deux ans qu'elle est inscrite au chômage et « ça il faut que tu le dises dans ton canard, en deux ans on m'a proposé une seule fois du travail, tu sais où ? Au Club Méditerranée ! Tu me vois au Club Méditerranée avec mon gamin. Tiens, ce qui est marrant aussi, c'est les vacances : on a droit à 28 jours sans pointage, c'est gentil, mais je vois pas très bien comment je pourrais partir en vacances avec 300 F par mois ! Heureusement que

mes parents sont sympas, autrement je me demande comment je ferais, remarque que c'est le problème pour les immigrés. Il y a un truc qui est scandaleux, c'est l'accueil qu'on leur fait ici ! Pour nous, il y a déjà des problèmes de papiers, alors pour eux ! Et puis c'est dégueulasse l'attitude de certains vis-à-vis d'eux, ici ».

Elle me montre un responsable de service qui semble s'épanouir en utilisant le pouvoir apparent dont il est investi, celui de quelqu'un qui peut résoudre les problèmes en proposant le boulot tant attendu. « Heureusement, me dit Mina, les employés de l'agence ne sont pas tous comme lui. On sent bien que pour eux aussi, tout n'est pas rose, avec tout le travail qu'ils ont, je me demande comment ils peuvent tenir. »

Philippe me sort un tract de la commission chômage de l'UL CFTD du V^e et XIII^e. C'est un tract adressé aux travailleurs immigrés en arabe et en français qui leur explique le bluff

A la sortie des journaux, la recherche effrénée des petites annonces.

gouvernemental du « million pour les immigrés ». « Y a un truc où tu devrais aller, c'est en face, il y a des gens qui s'occupent des chômeurs, ils viennent assez souvent ici distribuer des tracts sur nos droits, sur la nécessité de s'organiser, c'est pas mal ce qu'ils font. »

Nous avons encore parlé longuement de tous ces problèmes et à la fin Mina m'a dit : « Au fait, les beaux discours de Giscard et des Barre sur l'emploi des jeunes et tout ça nous on en voit pas tellement la couleur ».

B.M.

**LARZAC
50 000
personnes
attendues**

Le rassemblement organisé les 13 et 14 août pour protester contre l'extension du camp militaire du Larzac sera « non violent et pacifique ». Il aura pour thème « Vivre au pays » et sera une rencontre entre des gens pour confronter leurs idées, leurs moyens et leurs expériences. C'est ce qu'ont déclaré au cours d'une conférence de presse des représentants du Collectif paysan du Larzac. Dès samedi à 18 h, des groupes de travail se réuniront sur les thèmes suivants : « Le Larzac, les luttes paysannes et l'aménagement du territoire », « L'Occitanie et les minorités nationales », « Les luttes ouvrières » avec la participation des Lip, « L'armée et la militarisation », « L'écologie et le nucléaire », « Les luttes des viticulteurs ».

Dimanche après-midi, aura lieu la marche : 4 km à laquelle devrait participer, selon les paysans du Larzac, 20 à 50 000 personnes. Objectif : le terrain militaire où se tiendra un meeting central.

Par ce rassemblement, les paysans du Larzac veulent montrer que le problème du Larzac est loin d'être réglé. Depuis 1974, où 100 000 personnes étaient présentes, des luttes quotidiennes ont été menées contre l'armée, par l'occupation des fermes, la construction d'une bergerie ou d'un centre de recherches pour la paix. Enfin, pour les paysans du Larzac, les risques d'affrontement avec les forces de l'ordre sont minimes. « Le Larzac et Creys-Malville ne sont pas comparables, nous sommes très bien organisés ».

Pierre Julien

« L'importante initiative d'action de la CGT »

Enfin ! Depuis le temps qu'on attendait de la part de la CGT une initiative d'envergure contre le plan Barre-bis et les récentes attaques du patronat sur l'emploi, voilà qui est chose faite !

Hier, en effet, l'union régionale des syndicats parisiens de la CGT tenait une conférence de presse, où elle devait annoncer « d'importantes initiatives d'action ». Devant de nombreux journalistes de la presse écrite et parlée, attirés par ce communiqué sybillin, on apprit que « au cours d'une journée où le patronat et le gouvernement lance toute une série de mesures visant à masquer et à dégonfler le chiffre réel des chômeurs, l'URSP-CGT engage une initiative concrète de lutte et de solidarité ».

Qu'on en juge : une « journée de détente » au bord de la mer (Dieppe) est offerte à cinq cents chômeurs sélectionnés dans une vingtaine d'ANPE de la région parisienne. Les frais sont couverts par une collecte des militants CGT.

Alors que le nombre de chômeurs dans la région s'élève à trois cents mille (normes BIT), dans un contexte d'offensive du gouvernement et du patronat sur l'emploi, la lutte pour les transports gratuits pour les chômeurs, pour le maintien intégral de leur salaire et pour le plein-emploi, passe par autre chose qu'une diversion divertissante.

G.O.

« tous azimuts » contre laquelle le PS a mis un veto explicite ?

Il est en effet acquis que le sommet aura à trancher une série de choix politiques importants comme le nombre définitif de nationalisations, leurs modalités précises, la date de fixation du SMIC à 2 200 F (sur la base du pouvoir d'achat actuel ou sur la base d'avril 1978), le montant des revenus de transfert (allocations familiales, retraites), etc.

En cherchant à forcer la main du Parti socialiste sur la question militaire (les principaux dirigeants du PS — CERES compris — sont en réalité acquis au maintien de l'arme nucléaire), la direction du PC se réserve une carte à jouer dans la négociation finale. Que le texte final apparaisse plus proche des nouvelles thèses du PC que des anciennes positions de l'Union de la gauche, et il sera plus facile d'expliquer aux travailleurs que contre cette conception des partenaires, il a fallu lâcher du lest sur les nationalisations et le SMIC...

Ça va même plutôt bien...

Les cinquante plus grandes entreprises mondiales se portent bien, merci pour elles. La revue américaine « Fortune » révèle, en effet, qu'en moyenne, en 1976, leurs ventes ont augmenté de 13,4 % et leurs profits de 23,5 %.

Au palmarès, on compte vingt-deux sociétés américaines, sept allemandes, cinq japonaises, cinq anglaises et cinq françaises. Parmi celles-ci, la CFP, au 19^e rang, Renault, au 20^e, Elf-Aquitaine, au 37^e, Peugeot-Citroën, au 39^e, et Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, au 50^e.

Ça ne va donc pas si mal que cela, M.Ceyrac ?

Les lip lanceront-ils une souscription nationale pour relancer l'usine ?

La menace permanente du déménagement des machines continue à peser sur les Lip ; elle impliquerait l'impossibilité matérielle d'une solution de relance industrielle.

Besançon : de notre correspondant.

En ce qui concerne le soutien, rappelons que le maire de Besançon, Schwindt, socialiste, en assemblée générale devant les Lip faisait une déclaration disant à peu près : je vous soutiens, mais... vous n'êtes pas nombreux, mais vous ne devez pas croire à l'impossible, etc.

Hier, il est revenu s'expliquer en assemblée générale. Une travailleuse de Lip est intervenue pour exprimer sa surprise et sa douleur, dire que « vraiment, on voyait que le maire ne savait pas ce que c'était que quatorze mois de conflit ». Dire, il faut crever l'abcès, a-t-elle ajouté, pour moi ça veut dire donner carte blanche aux CRS pour qu'ils évacuent l'usine.

Dans cette situation, l'idée de l'association reprenant pour son compte l'entreprise est une vieille idée qui est actuellement discutée et qui est farouchement défendue notamment par les militants du PS. Cette association, au moyen d'une souscription qui serait lancée à l'échelle nationale et même internationale serait destinée à racheter les machines et, dans l'esprit de ses promoteurs, à redémarrer les activités industrielles, dans un premier temps horlogères, à Palente.

La base de l'argumentation est en gros : il ne faut pas se faire d'illusions sur 1978 et prévoir, dès maintenant, des perspectives pour l'usine, la situation politique n'est pas celle de 1973 et le pouvoir ne cédera pas. D'où la recherche d'une solution un peu plus stable pour ne pas vivre cette situation de précarité où la menace d'intervention est sans cesse suspendue au-dessus de leur tête.

Mais tous ne sont pas d'accord, les dangers de la coopérative ouvrière, face à un patronat tout puissant, le danger de coupure des autres travailleurs et de ceux qui continuent à lutter pour l'emploi est réel.

A ce débat s'ajoute l'appréciation de la situation à Lip même ; certains proposent de défendre l'usine jusqu'au bout, éventuellement de s'y installer complètement avec leurs familles comptant sur la solidarité ouvrière.

Le voyage du secrétaire d'Etat américain au Moyen-Orient

L'OLP ELIMINEE DES DEBATS

Cyrus Vance, secrétaire d'Etat américain, a commencé sa tournée au Moyen-Orient, mardi, au Caire. Il a accepté l'idée du président égyptien Sadate de réunir un groupe de travail pour préparer la tenue prochaine de la Conférence de Genève sur le Proche-Orient. Ce groupe aurait, pour Sadate comme pour Vance, le gros avantage sur la conférence d'éliminer l'OLP des débats et de régler les problèmes « entre gens raisonnables » (les ministres des Affaires étrangères d'Egypte, de Syrie, de Jordanie, d'Israël, un représentant des Etats-Unis et éventuellement d'URSS).

La Conférence de Genève ne serait ensuite qu'une formalité, puisque tout aurait été réglé dans les coulisses avant. La Syrie a fait savoir

qu'elle était contre toute réunion qui visait à écarter les palestiniens. A Jérusalem, on se montre bien entendu satisfait, même si l'on fait remarquer que « l'attitude de la Syrie constituera et ce n'est pas nouveau un blocage ».

Par ailleurs, selon un journal jordanien, un sommet des pays arabes du « champ de bataille » (Egypte, Syrie et Jordanie) devrait avoir lieu à la mi-août pour tenter de définir une position commune sur « le groupe de travail » modèle Sadate comme sur la Conférence de Genève.

Vance continue sa tournée : il était hier à Beyrouth puis à Damas, pour proposer « l'excellente suggestion » de Sadate.

D. Cerdon

BERLINGUER CHEZ LES TRAVAILLISTES ANGLAIS

Le secrétaire général du PCI, Enrico Berlinguer, acceptera probablement l'invitation des travaillistes anglais à assister à leur congrès annuel. « Nous sommes allés à Moscou en pleine liberté, nous ne voyons pas pourquoi nous ne pourrions pas aller à Blackpool de la même façon. »

En avant-première mondiale, « Rouge » rend compte des premiers entretiens Berlinguer-Callaghan.



APALA FAIT LA GREVE DE LA FAIM

La décision concernant la demande d'extradition du militant basque Apala a été reportée à huit jours par le tribunal d'Aix.

Selon les avocats, Apala aurait entamé une grève de la faim, depuis le 30 juillet.



Au son des pipeaux et des tambours

Marseille, de notre rédaction régionale

Mardi matin, 6 h 30, à Aix, le comité marseillais de soutien à Apala débarque devant le palais de justice pour coller les dernières affiches. Les forains du marché débalaient leurs marchandises. L'un d'entre eux nous demande de mettre des affiches sur son camion : il est Catalan et soutient Apala, nous dit-il.

Puis les Basques, arrivés la veille, s'avancent avec un large sourire : « On est venu de San Sebastian pour Apala », et le dialogue s'engage... en basque. 7 h 30 : un fourgon de police débouche sur la place, c'est une trentaine de personnes qui accueillent l'arrivée d'Apala aux cris de « Apala askatu » (libérez Apala). Il sourit, visiblement ému, et lève les

poings avec les menottes. Les gendarmes le rentrent précipitamment dans le palais de justice.

Deux cars arrivent « en manif », avec de grands drapeaux basques, puis un autre groupe, avec des enfants qui jouent du pipeau et du tambour, arrive en chantant. Les flics ont peur...

Il y a 200 personnes quand débute l'audience : « Trente places seulement », dit le commissaire, mais tout le monde se presse et veut rentrer. Ceux qui sont dehors commencent à se faire une raison, quand on découvre les deux fenêtres de la salle d'audience. On y va chanter et danser, tandis que les deux gendarmes qui les surveillent sont bientôt renforcés par deux CRS qui arrivent en leur disant : « On nous a dit que vous aviez peur. »

Ils crient : « Libérez Apala »,

« Apala, le peuple est avec toi », chantent et dansent. Dans la salle d'audience, on ferme les volets, car on ne s'entend plus.

A 15 h, tout le monde sort : décision remise à huitaine. Les cars s'ébranlent vers Marseille et c'est devant les Beaumettes que se retrouvent le comité de soutien et les Basques. Ils ont encore chanté et dansé pendant une demi-heure devant la prison et tous les prisonniers répondaient avec des cris ou en frappant sur leurs barreaux.

Vers 19 h, ils avaient repris la route de l'Espagne, sereins, gais et déterminés. Ces travailleurs basques, venus parfois en famille, nous ont fait vivre une manifestation pas comme les autres. Une leçon que nous donne le peuple basque en lutte.

ET POURTANT ELLE TOURNE

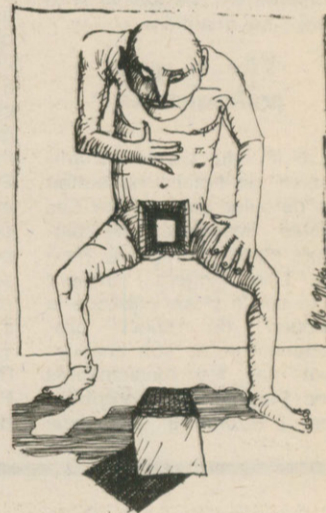
Procès à Prague

Un nouveau signataire de la Charte 77, Jan Princ, est emprisonné depuis trois semaines pour « avoir troublé l'ordre public », a-t-on appris, hier, à Prague. Il y a désormais six signataires et sympathisants de la Charte 77 qui font l'objet de poursuites judiciaires et sont emprisonnés ou en liberté provisoire.

Plusieurs procès vont donc s'ouvrir dans les prochaines semaines. Le premier et le plus important pourrait débiter lundi prochain, à Prague, et concernerait au moins l'ancien journaliste Jiri Lederer et l'ancien directeur de théâtre, Ota Ornest. Tous deux ont été emprisonnés peu après la publication de la Charte.

L'écrivain Vaclav Havel et l'ancien membre du comité central du Parti communiste tchèque Frantisek Pavlisek ont vu leurs cas disjoints et sont en liberté provisoire. Un deuxième procès concernera Vladimir Lastuvaka et Ales Machacek détenus depuis le 14 janvier, pour avoir distribué dans leur usine le texte de la Charte.

Au total, une centaine de signataires de la Charte 77 ont été licenciés de leur travail et un tiers d'entre eux restent au chômage sans indemnités. La bureaucratie tchèque multipliant toutes les pressions pour les contraindre à l'exil.

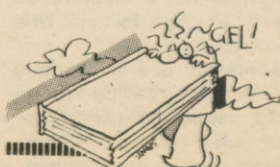


Turquie : à droite toute

Après deux mois d'incertitudes gouvernementales en Turquie, Suleyman Demirel, dirigeant de la droite musclée, vient de constituer un gouvernement in extremis grâce à l'appui de deux partis de l'ultra-droite. Son principal adversaire, Bulet Ecevit, qui avait le soutien d'une importante centrale syndicale, n'a pas obtenu une majorité parlementaire suffisante pour former un cabinet alors qu'il était sorti « vainqueur » des élections de juin. La crise continue...

Nouvelle voiture pour les bureaucrates

« Elle est élégante et dynamique » annonce l'agence Tass : jugez vous-même : moteur huit cylindres, 220 CV réels, vitesse maximum de 175 km/h, elle possède une transmission automatique et l'air conditionné. Son utilisation restera limitée pour visiter ses amis bien placés : elle ne comporte que sept places. Faute de pouvoir y discuter, on pourra toujours s'y cultiver puisqu'elle est munie d'un autoradio stéréophonique à cassettes : longue vie à la Gaz-14... et vive la 4 L.



1^{ère} journée du championnat de football OBJECTIF : LES STADES ARGENTINS

C'est reparti pour un tour. Hier soir, la première journée du championnat professionnel de football a rempli les stades de spectateurs plus ou moins bronzés, venus voir leurs favoris plus ou moins en forme. Nantes, le nouveau champion, est attendu au tournant de sa carrière en coupe d'Europe, tandis que les « verts » de Saint-Etienne, vainqueurs à l'arraché de la coupe de France, gardent les faveurs du public et de la presse.

Riche saison pour le football. 1978 est l'année de la coupe du monde. Tous les regards se tourneront vers l'Argentine où elle se déroulera. Les bouchers militaires de Buenos Aires n'auraient pour rien au monde laissé échapper cette occasion d'améliorer leur image de marque. Ils ont promis que tout se passera bien. Les prisons ne sont pas assez vastes pour accueillir ceux qui résistent à leur dictature. Le « mondial » sera certainement le prétexte d'un état de siège très dur pour la population argentine, réflexion qui ne vient évidemment pas à l'esprit des journalistes « sportifs », même quand ils signent dans *l'Humanité*. Le grand problème est de savoir si la France se qualifiera.

Vive le sport professionnel !

La fin du dernier championnat de France ne s'était pas déroulée dans la joie. Les faillites financières de plusieurs clubs prestigieux, Rennes, Lille, Angers... avaient porté sur la place publique la question du sport professionnel et de son financement par les municipalités avec l'argent des contribuables. *L'Humanité* en pleine

crise de paranoïa ces temps-ci, n'est pas loin d'y voir un nouveau « complot », un prétexte pour une « certaine presse » de calomnier les municipalités de gauche nouvellement élues dans les grands centres du football, comme Reims et Saint-Etienne. Ce genre de maladie a une logique implacable : la contestation du sport professionnel, ce serait parce que ses clubs les plus prestigieux sont dans des villes maintenant gérées par la gauche !

Nullement décidée, quant au fond, à remettre en question l'organisation du sport, voir le sport lui-même, la gauche entend seulement « assainir » une gestion déficitaire. C'est le sens des décisions prises à la réunion des élus socialistes qui eut lieu à Nantes en juin. Les subventions continueront à remplir les caisses des clubs. En contre-partie, la gauche veut savoir où passe l'argent. Un point, c'est tout. Et *l'Humanité* réaffirme haut et clair que le parti ne préconise pas la disparition du professionnalisme. Celui-ci serait un incitateur pour la pratique du sport de masse et il devrait bénéficier de subventions du gouvernement. D'ailleurs, l'application du Programme commun ouvrira de nouvelles perspectives

pour le sport. En attendant, le PCF propose que l'Etat reverse aux clubs une partie de la taxe additionnelle sur les spectacles sportifs. Elle rapporte 800 millions, appliquée au football.

Trouver des vertus au sport professionnel est le paradoxe qu'on nous sert aujourd'hui pour justifier des subventions promises à un spectacle qui n'est même pas rentable. Or, c'est quand même d'abord pour faire du fric que le sport s'est professionnalisé !

A moins que le bénéfice attendu soit d'abord politique. Un club qui gagne rapporte des voix aux élections. Et la gauche a l'air de vouloir à son tour récolter ces royalties-là.

« Changer la vie », ce sera pour une autre fois. Ne soyons pas utopiques. Le championnat va être passionnant : Paris-Saint-Germain s'est renforcé avec une super-vedette argentine, un homme qui marque des buts et qui remplira les tribunes du parc des Princes. Daniel Hechter, le roi de la confection, commanditaire du club, sera heureux. Chirac viendra serrer les mains. Saint-Etienne fera des prodiges. Une équipe de fer et de sang. Le PCF, installé à la mairie, criera « Allez les verts ». Et le PS n'aura d'yeux que pour les « canaris » nantais. Les Corses de Bastia ont leur nouvelle vedette hollandaise, Johnny Rep, et Chiesa continuera de jouer à Lyon. Il a été trop gourmand pour son transfert à Paris-Saint-Germain...

Pour en savoir plus, lisez *l'Equipe* tous les jours.
David Freiman

Nice

Des requins sur le tapis vert

Le Palais de la Méditerranée, à Nice, Mgr Lefebvre l'avait transformé en lieu pieu, le temps d'une messe en latin. C'était en juillet dernier. Il est aujourd'hui l'objet d'une âpre bataille entre individus pas très catholiques. Parmi ceux-ci, Jean-Dominique Fratoni. Et derrière lui, bien d'autres...

Il y a de cela quelques années à peine, Fratoni n'était que le propriétaire du casino-club de Nice : un tout petit établissement de jeux, pas très bien coté. Aujourd'hui, le même homme peut se faire surnommer à bon droit : « le Hersant des tapis verts ». Le P-DG Fratoni étend, en effet, son empire sur le casino Ruhl de Nice, sur celui de Menton, sur celui de Sainte-Maxime. On lui prête des vues sur les tables de jeux de Cassis. Mais son plus joli coup récent est incontestablement sa main mise sur le Palais de la Méditerranée de Nice.

Le vénérable « palais » est un des derniers vestiges de la traditionnelle promenade des Anglais : un personnel stylé, des spectacles d'aussi bonne qualité qu'il est possible dans un temple de la roulette, le respect du client fortuné. Une institution.

Annoncée dès la fin mars 1977, la main-mise de Fratoni sur le casino se concrétise, début juillet où, par l'intermédiaire d'un de ses hommes,

Buchet, il devient le patron du Palais. Il déloge dans le même mouvement Mme Leroux, l'ancienne P-DG. Les caisses du casino accusaient, paraît-il, un trou de 17 millions. Fratoni se propose de renflouer. Avec quel argent ? Celui des banques, prétend-il : la banque de Suez, celle de la Hénin. Mais aussi celui... d'Alain Delon (5 millions de nouveaux francs). Fratoni est également soutenu par une curieuse société franco-italienne, la Soret qui, comme les banques précédemment citées s'occupe beaucoup d'immobilier, d'aménagement touristique.

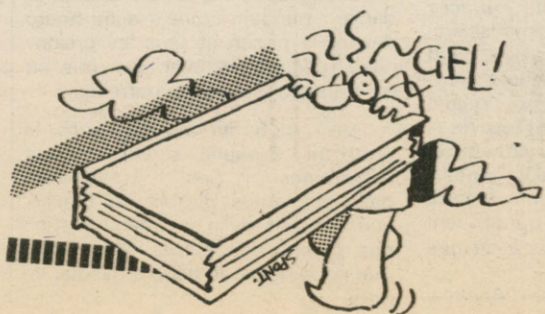
Notons au passage que, selon *le Canard enchaîné*, les relations italiennes de Fratoni seraient assez poussées : jusqu'en 1976, l'un des administrateurs du casino Ruhl aurait été un certain Valsania, connu pour ses liens avec la mafia italienne...

L'argent qui passe par les salles de jeu perd beaucoup

de son odeur. Mais l'argent du Palais de la Méditerranée a une autre caractéristique : il tend à être invisible pour les salariés du casino. Ceux-ci n'ont touché que 40% de leur paye de juin. On parle de licenciements. Fratoni s'y entend paraît-il pour « rentabiliser ». Et il a — lui et ceux qui le soutiennent — de grandes ambitions. Même si elles ne plaisent pas à tout le monde.

Bataille juridique de certains actionnaires contre Fratoni, lutte des 350 employés pour leur salaire et leur emploi, guerre des jeux sur la côte d'Azur derrière laquelle se profile tout un monde inquiétant. Fratoni n'était peut-être que le poisson pilote de bien plus gros requins. Fratoni n'étant peut-être que le poisson pilote de bien plus gros requins... Médecin, jusqu'à présent, refuse de « s'immiscer dans les affaires du Palais de la Méditerranée ». Arbitre ?

M. Gruber



L'été des festivals PUNK ET ROCK

à Mont de Marsan

Les 5, 6 et 7 août, se tient à Mont-de-Marsan le festival punk et rock. L'année dernière, il avait déjà eu lieu au même endroit et il faut le dire, ça a été le seul festival sympa de l'été.

Au programme, bien sûr, les punks : Clash, qui représente la tendance lutte de classes des punks (« Libé » dixit), Damned, Jam et des punks lyonnais...

La partie rock, si les punks ne vous intéressent pas, est des plus alléchantes. Il y aura ce groupe qui avait fait grand bruit à

la fête rouge, Doctor Feelgood, qui revient en France avec une formation nouvelle, leur flambant guitariste ayant fait la malle, il y a quelques mois ; tiendront-ils sans lui ? Il y aura aussi ces garnements de Hot Rods qui feront leur grand cinéma comme à chaque fois : Barrie Master, le chanteur, fera dans la même chanson un grand écart, deux pommiers (vous savez, la tête en bas et les pattes en haut, en « v ») et quarante-cinq pompes ; sans oublier la course à obstacles.

Et puis, il y aura Tyla Gang, un des meilleurs groupes de rock anglais. Quand ils sont passés à Lyon, on n'était qu'une centaine, mais on s'est quand même pris un grand pied. Tyla Gang vous ferait dire que Feelgood, c'est de la chanson de charme, de la dentelle, parce que le gros Sean Tyla, il en écrase méchamment avec sa petite guitare ; et ses 30 ans, dont dix de rock n'roller.

C'est un méchant... Bye, Bye.

Le Gône

Dans le courrier

Punk, I hate you! Punk, je vous hais!

Conséquence des interdictions-provocations qui ont marqué, l'été dernier, l'ensemble des manifestations musicales, le II^e festival de Mont-de-Marsan (5 et 6 août) fait figure d'exception. Sur les affiches, complaisamment étalées, quatre lettres très à la mode : punk. A coup sûr,

ceux-ci seront au rendez-vous. La vêtue et la coiffure également passistes. Des crânes sobres qui ont pour pendanatifs des épingles à nourrice, des lames de rasoir. Les traits distinctifs emblématiques sont devenus banalement communs. Enfin les badges et les brassards calligraphiés : « Crève », « Je vous hais » (I hate you, lancé par Johnny Rotten, chanteur des Sex Pistols).

Certains pousseront le mauvais goût et la provocation jusqu'à s'afficher, bardés d'insignes nazis. Dans la symbolique punk, grossièreté et débilite se font sérieusement concurrence. Il est vrai qu'ils sont prêts à tout pour un peu de publicité. Les punks promènent un regard blasé sur le monde qui les entoure. Revenus de tout sans être jamais allés nulle part. Lassés de ce qu'il n'ont jamais connu. Envieux de réussites qu'ils font semblant de ne pas chercher. Telles sont ces silhouettes insolites.

Mais derrière leurs masques, les kids ne sont que les pantins tristes animés par le show-business. Phénomène gonflé par la presse anglaise spécialisée (Melody Maker, Sound) à la recherche de nouveautés. Le plus désolant, comme le dit Roger Daltrey, chanteur des Who, « c'est que ces mecs ont à leur disposition une plate-forme fantastique pour dire quelque chose et qu'ils ne disent rien. Musicalement, c'est l'indigence, à 80 % ».

La philo a ses « nouveaux philosophes », la musique a ses punks : deux écoles de la désillusion. Si les premiers ne ressassent que des vieilleries mises au goût du jour, les seconds plaquent sur leurs guitares deux ou trois accords qui faisaient les beaux jours des groupes de rock, il y a... quinze ans. Leur principe est l'agression sonore, les paroles sont hurlées, l'intensité cache mal la médiocrité. Révolte le punk ? Plutôt une fausse colère distillée et entièrement contrôlée par les mass-médias. La violence portée, revendiquée, affichée, est complètement retournée contre soi : le sado-masochisme est roi chez les punks. La punkitude est un état factice, un monde peuplé de gens inconsistants et de broutilles.

D.F.

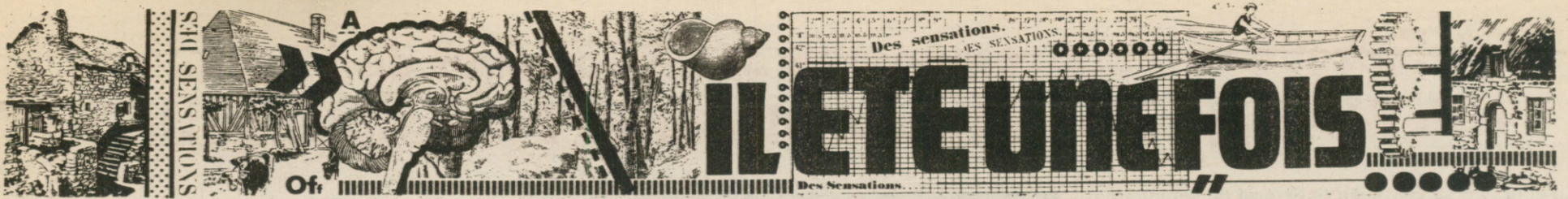
Sylvain



BOUFFONS D'UNE SOCIÉTÉ QUI CREVE

Londres, Kings'road. Depuis le début de l'été, « Teddy boys » et « punks » s'y foutent régulièrement des peignées. Les « Teddy boys » n'aiment pas les « punks » qui leur rendent bien. Tous se déclarent hostiles au monde pourri qui nous entoure. Un rejet qui ne fait pas de quartier. On a vu des « Teddy boys » agresser des travailleurs immigrés et les « punks » ne sont pas très clairs avec leur fer-blancerie nazie.

Dérision du signe, disent-ils. Mais quand le signe est aussi imprégné d'histoire, il ne se laisse pas prendre par la dérision. Une croix gammée reste une croix gammée, même accrochée avec une épingle à nourrice sur une chemise déchirée. Le dégoût de tout va jusqu'au dégoût de la classe ouvrière, la dérive exaspérée a vite fait de se retourner contre les travailleurs, coupables d'embourgeoisement. C'est une trajectoire possible du mouvement « punk ». La complaisance n'est pas de mise avec une idéologie pas si éloignée que ça de celle des « nouveaux philosophes » : même affirmation de la mort de l'histoire, même désespérance. La contestation, l'outrage, le reflet morbide d'une société qui l'est, ne suffisent pas. Hurler la mort et la haine inscrit au mieux dans une vision suicidaire du monde. C'est paradoxalement une démarche complètement passive, à l'opposé de la nôtre. Nous ne voulons pas accompagner l'agonie de ce monde, en devenir les bouffons ou les zombies.



Ce soir à 22 h sur A 2

LES NAUFRAGÉS DE MAI 68

« Autocritique 1968-1975 »

Deuxième volet de la série « Autocritique 1968-1975 » de Marie-Claire Schaeffer. En Mai 1968, avec une équipe du service de la recherche de l'ORTF, dont son père, Pierre Schaeffer, était alors le directeur, elle avait recueilli un certain nombre de témoignages, à chaud, au pied des barricades. En 1975, elle obtient de l'Institut national de l'audio-visuel (qui, en même temps que de la cinémathèque et de la formation professionnelle de l'ORTF, a hérité du service de la recherche) de pouvoir filmer à nouveau un certain nombre des personnes filmées en Mai 1968. Les cinq émissions qui composent la série sont donc faites de confrontation d'interviews recueillies à sept ans d'intervalle. Selon un procédé qui devient habituel à la télévision (cf. « Chronique de quelques Indiens Wayanas », Rouge du mardi 12 juillet), Antenne 2 ne diffuse que quatre des cinq émissions, « faute de créneau horaire disponible ». Un mépris du public et des auteurs qui prend tout de même des proportions sidérantes !

Au départ, on se dit que la démarche de M.-C. Schaeffer a de quoi étonner. Mai 1968 a remué des foules immenses. Pourquoi en extraire une dizaine de témoignages, quasiment au hasard ? Puis vient la « magie de la télévision ». Rien ne passe mieux sur le petit écran — on l'a dit souvent, mais c'est vrai — que quelqu'un qui se raconte en gros plan. Mai 1968 a changé le rapport que chacun d'entre nous entretient avec les autres, avec la société, avec soi-même. Comme l'écrit Christian Gros, dans *Télérama*, « pour chacun, Mai 1968 a fonctionné comme une psychanalyse ». Cela, « Autocritique » en rend parfaitement compte, à travers des documents d'une indéni-

ble qualité. Nous avons vu, il y a quinze jours, le portrait de Blaise : 14 ans en 1968, à milité à la Gauche prolétarienne et à Rouge avant de devenir anarchiste, cherche dans la pratique artistique et aussi dans « l'herbe » le prolongement de la grande rupture intervenue en Mai. Ce soir nous verrons Martine et Annie, étudiantes en 1968, revivre le conflit qui les avait opposées à leurs parents, sept ans plus tôt, déjà devant la caméra. De désenchantement en désenchantement, Martine remet en question le militantisme politique, qui l'a un moment attirée. Certains aspects de ce que, nous, nous nommons la crise du militantisme ne sont pas loin.

Où le bât blesse, malheureusement, c'est que d'étudiants en psychanalystes, de professeurs en prêtres contestataires, la classe ouvrière est étrangement absente de cette galerie de portraits. Or (pardon d'enfoncer à nouveau des portes ouvertes) qu'aurait été Mai 1968... sans grève générale ?

Un oubli que répète Christian Gros dans sa présentation de *Télérama*. Les lendemains de Mai 1968, c'est pour lui : « La révolte dans les prisons, le Larzac, la lutte des femmes, celle des homosexuels, les radios vertes, la nouvelle philosophie... » Certes, mais il faudrait peut-être ajouter : le Joint français, les Nouvelles Galeries de Thionville, Lip, les foyers de la Sonacotra. Un témoin qu'on aimerait — par exemple — que la télévision retrouve : l'ouvrière qui inventait les bureaucrates dans *la Reprise du travail aux usines Wonder*, ce petit film qui est sorti dans les salles de cinéma en première partie de *Coup pour coup* de M. Karmitz. Vous me direz : ça serait un autre film. On pourrait ajouter : une autre télévision. Richter



TELEVISION

TF 1

- 12.30 La francophonissime
 - 13.00 Journal
 - 14.00 Objectif santé
 - 14.10 Et pourtant on s'aime
 - 18.00 Pour les jeunes
 - 18.15 Le grand saut périlleux
 - 19.20 Actualités régionales
 - 19.45 Candide caméra
 - 20.00 Journal
 - 20.30 L'Appel de l'or
- Série roumaine en quatre épisodes, d'après l'œuvre de Jack London. Un véritable jeu de massacre, on vous l'a déjà dit. Lisez plutôt les bouquins de London, ils ont été réédités dans la collection 10/18, pas cher, avec des bonnes présentations...
- 22.00 Bel canto : Colette Boky
 - 22.50 Journal

A 2

- 15.00 La Honte de la famille
- Film français de Richard Balducci (1969). Comédie policière, avec Michel Galabru et Rosy Varte. Vous êtes sûr de ne pas avoir mieux à faire ?
- 16.35 Quarante ans d'exploration française
- Documents et témoignages d'explorateurs, ethnologues, archéologues, anthropologues, vulcanologues, spéléologues et autres voyageurs qui n'en sont pas réduits comme vous à prendre le large uniquement pendant leurs vacances...

- 17.35 La vie des insectes : histoire de la mouche
- Au microscope, quelques-unes des soixante-quinze mille espèces de mouches, expliquées par ceux qui s'occupent de les dénombrer.
- 18.00 Vacances animées
 - 18.45 Flash d'information
 - 18.55 Des chiffres et des lettres
 - 19.20 Actualités régionales
 - 19.45 En ce temps-là, la joie de vivre
 - 20.00 Journal
 - 20.30 Charlie et ses deux nénettes
- Film français de Joël Séria (1973). Comédie légère, sympa.
- 22.00 Autocritique 1968-1975 : le futur antérieur
- Deux sœurs qui se trouvaient à la Sorbonne le 3 mai 1968 se penchent sur les bouleversements profonds provoqués par l'irruption de la politique dans leur vie. Document à voir.
- 22.45 Journal

FR 3

- 19.20 Actualités régionales
 - 19.40 Pour la jeunesse
 - 20.00 Les jeux de vingt heures
 - 20.30 Le soldat Laforêt
- Film français de Guy Cavagnac (1971). En 1940, pendant la débâcle, un soldat « prend le maquis » pour échapper aux villes, à la pollution, aux contraintes. Plutôt écologiste que pacifiste (ce n'est pas contradictoire, quoi qu'en disent Jannin et autres gros Bonnet), ça a l'air assez actuel.
- 22.05 Journal

L'ATTROUPLEMENT A BESOIN DE VOUS ET DE SOUS

L'Attroupement est une compagnie de théâtre qui prépare en ce moment la création de l'« Agamemnon » d'Eschyle. La première aura lieu à Strasbourg, le 1^{er} octobre, où ils se présenteront à la fin du mois. Ensuite, ils iront à Bordeaux, à Pau, en Belgique, à Colmar et à Paris.

Ayant actuellement un déficit de 34 000 F, ils font appel au soutien du public.

Depuis sa création, il y a deux ans et demi, l'Attroupement n'a jamais touché un centime de subvention, de quelque organisme public ou privé que

ce soit. Pendant ce temps, le groupe a fait quatre créations, joué 150 représentations, touché environ 20 000 spectateurs. Toutes leurs répétitions sont publiques.

Vous pouvez les aider soit par des dons, soit en prenant une carte de souscription (50 F minimum, donnant droit à trois entrées), soit par des prêts qu'ils s'engagent à rembourser avant juillet 1978. Chèques au nom de Michèle Goddet.

L'Attroupement, 10, rue des Etudiants, 67 000 Strasbourg, tél. : (88) 22.04.66.

MJC Théâtre des deux-Portes Les menaces d'expulsion se précisent

A la télévision, Eoublat, chef de cabinet de Chirac, a tenté de justifier les mesures d'expulsion à l'encontre de la MJC Théâtre des Deux-Portes avec des arguments mensongers et en essayant de discréditer sa gestion. Cette campagne d'intoxication semble annoncer un règlement de compte final.

en profitant de la période creuse d'août.

La MJC continue de réclamer l'ouverture immédiate de négociations entre la Ville de Paris et la MJC Théâtre des Deux-Portes. Le comité de soutien appelle tous les sympathisants à manifester leur solidarité et à envoyer des télégrammes de protestation à la mairie de Paris.

Jack Lang, conseiller socialiste de Paris, ainsi que des élus communistes du XX^e arrondissement, ont protesté contre ces agissements de Chirac.

MJC Théâtre des Deux-Portes : 46, rue Louis-Lumière, 75 020 Paris ; tél. 361.24.51/24.45.

SOUSCRIPTION

Il faudrait pourtant y arriver aux 60 millions!

Ancien total 594 089,79
Nouvel avoir 1 272,50
Nouveau total 595 362,29

Souscription Sarcelles	10,00
P. F., CGT	50,00
F. D., CGT/PC	10,00
J.-P. R., CFDT	10,00
H. C., CFDT/PS	10,00
G. J.-L., Montpellier : « économie de restaurant »	50,00
Sympathisant éducation nationale, Strasbourg	100,00
Collecte Gerstheim	57,00
Souscripteur du dimanche matin, Strasbourg	300,00
M. M., Toulouse	100,00
« Avec mes encouragements intéressés, suite à l'appel paru dans le <i>Nouvel Observateur</i> »	201,00
B. D., Thiais	50,00
MR Sch ou Mlle C., Paris XI ^e	50,00
B. C., « grâce à Rouge, j'ai ouvert les yeux », Poitiers	100,00
C. H., ouvrier métallurgie, Carcassonne	100,00
D. et D., GT privé Carcassonne	54,50
José, GT Privé, Carcassonne (maçon)	20,00

• Chèques à l'ordre de la SPN et à l'adresse du journal.

ROUGE-VACANCES



■ LE BLOC-NOTES
■ LES PETITES ANNONCES

☎ : 808.00.81.

✉ : 2 RUE RICHARD-LENOIR 93100 MONTREUIL.

ABONNEMENT VACANCES

Si vous partez en vacances n'oubliez pas de lire « Rouge » tous les jours, mais si vous n'êtes pas sûr de le trouver dans votre lieu de vacances, la meilleure solution pour assurer votre lecture quotidienne est de prendre un « abonnement vacances ».

Vous avez le choix entre un abonnement de 15 jours, d'un mois ou de deux mois.

Si vous partez trop loin, vous pouvez vous abonner à votre adresse habituelle. A votre retour vous trouverez tous les journaux.

Pour ceux qui sont abonnés, il suffit de nous envoyer : votre adresse de vacances, la période choisie, et la dernière bande d'envoi. Si vous êtes abonné en France et si vous partez à l'étranger, nous vous ferons parvenir le détail des frais supplémentaires.

ABONNEZ-VOUS DES AUJOURD'HUI

Bulletin d'abonnement

(Envoyer le bulletin au service d'abonnement)

Nom :
Prénom :
Adress :
Ville : Code postal :
Période du au

Tarif (encadrer le tarif choisi) :

Période :	15 jours	1 mois	2 mois
France	30 F	55 F	80 F
Etranger	60 F	90 F	135 F

Entretien avec un responsable de l'Association de défense et de développement du littoral salanquais (Pyrénées-Orientales)

Au cours de sa visite sur le littoral du Languedoc-Roussillon du début du mois de juillet, Fourcade, avec l'aval du président de la République, a précisé le sens de sa politique d'aménagement du territoire et notamment de l'aménagement des côtes. Dans de grandes tirades écologico-libérales, il s'est attaqué aux promoteurs inconscients qui visent à s'arracher les quelques portions de rivage encore libre de construction. Car, s'il a confirmé que les huit stations languedociennes actuellement en construction seront bien achevées, il s'est juré de tout faire pour renforcer la protection du littoral. Et comment compte-t-il s'y prendre ? « Mon objectif n'est pas de ralentir la croissance de l'activité touristique ni le rythme de la construction dans ces départements », a-t-il dit, « ce que je cherche (...) c'est à préserver la meilleure partie du patrimoine naturel, à commencer par les rivages ».

Très bien. Mais Fourcade n'abdique pas pour autant, et incite désormais tous les requins du tourisme à déployer leurs activités en direction de « l'arrière-pays ». Habile manœuvre. Au lieu de voir se dresser une barrière de béton tout le long du littoral français, on va stimuler « l'aménagement en profondeur », qui choquera peut-être moins. Si Marseille et Dunkerque se rejoignent un jour, ce sera par Paris et non par Nantes... Conscients de ce tour de passe-passe, les associations de défense du littoral n'entendent pas stopper leurs activités, même si la sensibilisation (à défaut de la mobilisation) de la population de « l'arrière-pays » semble plus ardue. Un responsable d'une association de défense du littoral a bien voulu faire le point de tous ces problèmes pour « Rouge ».

« Il faut harceler les élus et les fonctionnaires, gueuler... »

● Peux-tu faire le point sur l'état actuel de l'aménagement du littoral et sur les projets en cours, au lendemain de la visite de Fourcade et Racine (1) ?

— Il y a maintenant près de quinze ans que l'aménagement du littoral méditerranéen, entre la frontière espagnole et les Bouches-du-Rhône, fait l'objet des soins de la mission Racine. Aménagement, comme son nom l'indique, ça consiste d'abord à faire le ménage : la mission a donc débarrassé le littoral des moustiques, des campeurs sauvages et des baraquiers, puis a construit. Bien sûr, au fur et à mesure que l'urbanisation s'est développée, les espaces vierges se sont rétrécis comme une peau de chagrin, et ceux qui restent encore sont devenus l'enjeu de conflits aigus entre les groupes financiers promoteurs, bien relayés par les notables locaux, et les usagers traditionnels.

Cette évolution n'est pas propre au Languedoc-Roussillon. On la retrouve tout le long des côtes, et elle a fait se lever une telle opposition, qu'il a bien fallu mettre une sourdine : c'est la circulaire Chirac du 4 août 1976 donnant des consignes aux préfets pour limiter la casse.

La visite de Fourcade et de Racine en Languedoc-Roussillon la semaine dernière se situe dans la foulée de cette circulaire (un an après). Ils sont venus dire que le schéma d'aménagement du littoral allait être « actualisé » : on continue ce qui est lancé, mais on verrouille le reste, sauf là où on ne verrouille pas, parce que c'est trop tard. En même temps, on décide de favoriser l'arrière-pays, ainsi la mission Racine va subventionner des opérations de tou-

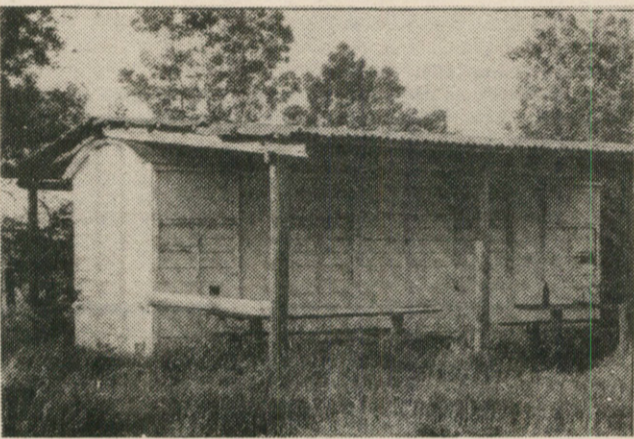
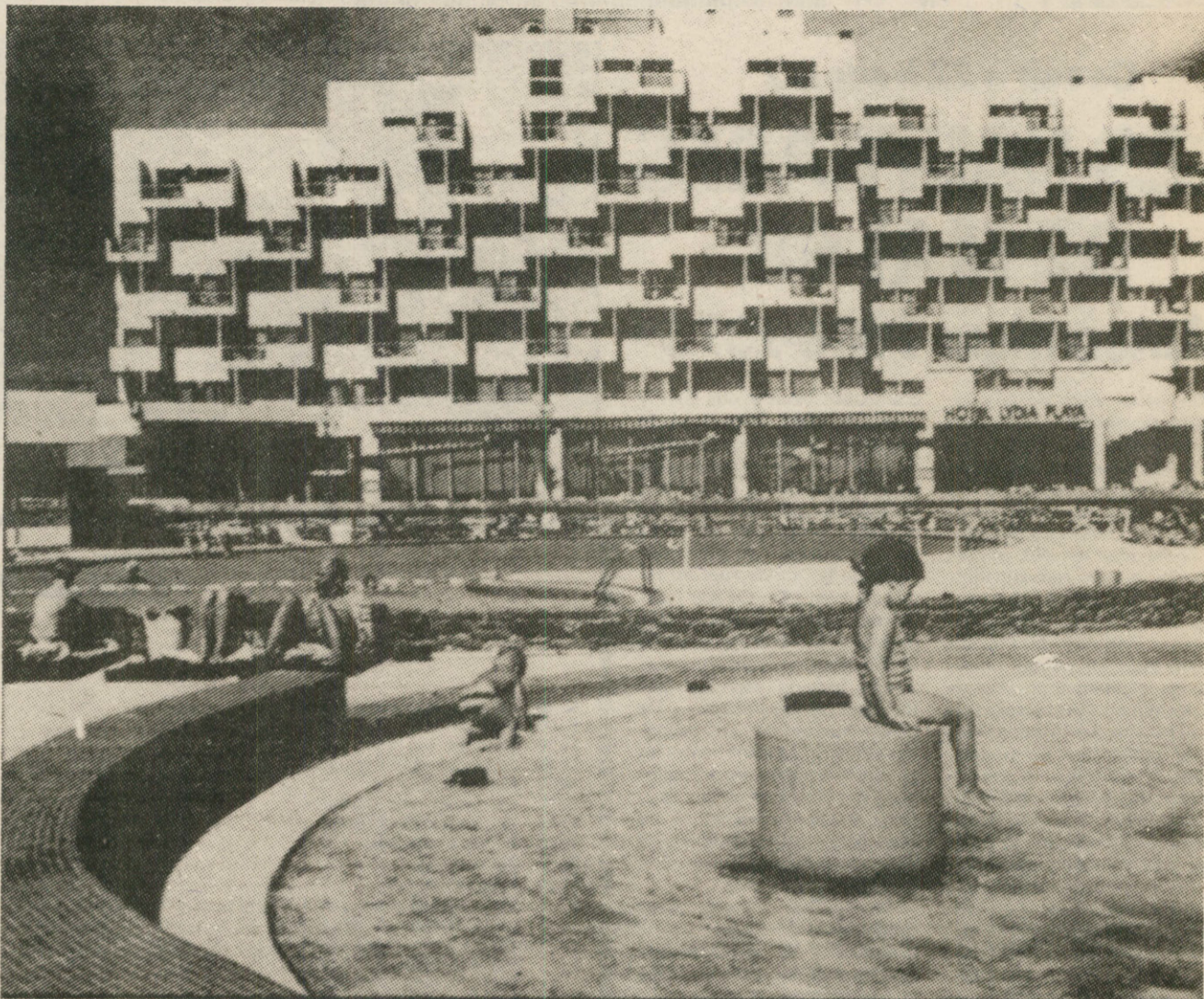
risme « vert », dans les communes situées en retrait de la côte.

● Une réorientation dans les projets d'aménagement ? Va-t-on vers une véritable rupture avec le tourisme anarchique que l'on a connu jusqu'à aujourd'hui ?

— Tu parles de « rupture », disons aménagement « new-look ». Pour qu'il y ait rupture, il faudrait un renversement du rapport de forces : or, c'est loin d'être le cas. Les groupes financiers promoteurs sont plus forts que jamais et même si ce n'est plus l'âge d'or pour eux, je t'assure qu'ils sont là et bien là. C'est vrai qu'il y a un resserrement réglementaire, mais il n'empêchera pas ce que l'on appelle les « coups partis », c'est-à-dire toutes les opérations peu ou prou engagées avant la circulaire Chirac. Et il y en a : regarde ici, à Toreilles, on va construire en bordure de plage un lotissement de 500 pavillons et installer 6 000 places de camping, alors que d'était le cas type de l'espace naturel à préserver. C'est ça un « coup parti » et un bon. Et puis, tu sais, empêcher que l'on construise n'importe quoi n'importe où, c'est, en fait, organiser la rentabilité des opérations permises. Les gros financiers ne s'en plaignent pas de l'aménagement « actualisé », bien au contraire. Et l'arrosage de l'arrière-pays, c'est bon pour eux aussi, ça valorise la côte.

● S'agirait-il alors d'une opération politique à l'approche des échéances de 1978 ?

— Sans aucun doute, parce qu'enfin les hauts cantons n'existent pas aujourd'hui. Les



écologistes non plus, et si on découvre les uns et les autres en 1977, ce n'est tout de même pas un hasard.

Mais tu vois, le plus drôle, c'est que ça risque de prendre parce que, tu sais, dans les Pyrénées-Orientales, le Programme commun, on ne l'entend pas beaucoup au sujet de l'aménagement du littoral, et quand on l'entend, c'est pas brillant. C'est le sénateur Pams, radical de gauche, qui fait Port-Bacarès, et qui voudrait bien bétonner Argelès ; sur la côte rocheuse, à Cerbère, Marty, conseiller général socialiste, cherche à urbaniser une presqu'île sauvage magnifique ; à Saint-Cyprien, Olibo, un autre socialiste, vend des terrains en bord de mer à un groupe espagnol, sûrement pas pour faire des pâtés... C'est peut-être différent dans les autres départements, mais ça se saurait.

● Le fait que l'aménagement du littoral ait rencontré des réticences auprès des populations locales expliquerait-elles ces mesures ?

— Réticences des populations locales... il faut s'entendre. Quand tu as un bout de terrain, où tu te crèves à faire pousser les artichaux et les asperges, et qu'on vient te dire « plantez plutôt des tentes, ça rapporte davantage » ou encore « vendez-moi votre terrain, je vais y mettre un immeuble », hé bien, les pro-

tecteurs du littoral, tu ne les vois pas d'un très bon œil. A un autre niveau, prends les conseillers municipaux, c'est bien souvent pareil. Les communes tirent la langue pour boucler des budgets maigrichons, elles ne peuvent s'en tirer qu'en faisant de l'immobilier, alors elles en rêvent de l'urbanisation du littoral.

En fait, l'opposition la plus bruyante vient surtout des villes. Les citadins sont sans doute parmi les principaux utilisateurs des plages et aussi, peut-être leur est-il plus facile de s'organiser, ne serait-ce qu'en raison d'une pression de l'environnement social moins forte que dans les villages. Dans les Pyrénées-Orientales, les défenseurs du Bourdigou et de Toreilles sont pour beaucoup des Perpignans ou des habitués des plages, les défenseurs du Mas Larrieu à Argelès sont des Catalans émigrés à Paris (l'Association Roussillon-Paris).

Mais c'est vrai, que ça commence à râler dans les cillages. Tu as des types au Bacarès, qui se sont fait acheter leurs terrains pour une poignée de clous, et là-dessus, des promoteurs ont pu faire un profit fantastique. Ça se sait, des trucs comme ça. Et les gens ne sont pas fous, ils voient bien tout le fric public qui va aux équipements touristiques qui fonctionnent deux mois par an, alors qu'eux, c'est toute l'année

« Il faut débusquer les projets avant qu'ils ne sortent de terre... »

qu'ils se tapent des chemins défoncés. Ils restent là avec leur problème de boulot crevant et mal payé, les enfants eux, s'en vont chercher du boulot ailleurs. Ils commencent à en revenir des promesses du tourisme.

● Comment peut-on, aujourd'hui, concevoir la lutte contre les promoteurs ?

— ah ! ça, si on avait la recette... Tiens, prends Toreilles et le Bourdigou, deux plages voisines, deux associations de défense contre les projets d'aménagement. A Toreilles, on a développé une action à base de campagne de presse, lettres à toutes les administrations concernées, démarches auprès du maire. Un des nôtres s'est même présenté aux municipales, et tout. Au Bourdigou, ils ont fait un battage terrible avec meetings, films, théâtre, occupation sauvage, diffusion tous azimuts. En ce moment même, le PSU y est en permanence. Tu vois : nous, très légalistes, eux plus durs, deux méthodes différentes dans deux contextes très semblables, pour un résultat identique : on attend les grues d'un mois à l'autre à Toreilles et les bulldozers ont déjà rasé le Bourdigou. Alors ?

Alors, il faut continuer, partout. Il faut débusquer les projets avant qu'ils ne sortent de terre, harceler les élus et les

fonctionnaires, gueuler. C'est parce que ça a gueulé un peu partout qu'ils ont dû mettre le bémol de la circulaire Chirac. Mais pour vraiment arrêter le bétonnage, il faut encore réunir deux conditions.

D'abord, il faut que les villages refusent de se laisser acheter plus longtemps. Déjà les réactions contre les centrales nucléaires ou les recherches d'uranium sont significatives du refus d'une certaine colonisation du pays, particulièrement agressive. Le tourisme des promoteurs, peut-être d'une façon moins brutale (et encore...) est tout autant colonisateur.

Ca veut dire que la lutte contre eux passe nécessairement par les bagarres régionales.

La deuxième condition, c'est que se développe un autre tourisme. Tant que tu auras des connards pour vouloir acheter la mer et le sable, tu en trouveras d'autres pour vouloir vendre et on construira encore des Port-Bacarès et des Canet-Plage. Et tu vois, il y aurait un truc possible, ce serait que les comités d'entreprise et les organisations ouvrières de tourisme commencent les premiers à refuser ce tourisme-là. Je t'assure, ça ferait du poids. Allez, on va se baigner ?

(1) président de la Mission interministérielle pour l'aménagement du littoral Languedoc-Roussillon.